



DEFEND DEFENDERS

East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project

Conseil des droits de l'homme de l'ONU – 60^{ème} session ordinaire

Point 5 : Dialogue interactif sur le rapport du Secrétaire général sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme ("Rapport sur les représailles")

Intervention orale

Intervention lue par : Joseph Bikanda

Monsieur le Président, Madame la Sous-Secrétaire générale,

Nous saluons le rapport du Secrétaire général, mais devons encore une fois regretter publiquement la disparition de cas non résolus. Retirer ces cas du rapport récompense les auteurs d'actes inadmissibles et envoie un mauvais message. Il convient de s'attaquer aux contraintes méthodologiques afin d'éviter une situation où les cas de représailles en cours disparaissent des rapports publics.

À cet égard, nous restons profondément préoccupés par la sécurité et le bien-être de [Kadar Abdi Ibrahim](#) à **Djibouti**. En avril 2018, Kadar a [participé](#) aux pré-sessions de l'Examen périodique universel (EPU) – l'une des seules occasions d'attirer l'attention sur la situation des droits humains à Djibouti – et en a payé le prix fort. Depuis sept ans, il se trouve sans passeport, ce qui signifie qu'il est *de facto* soumis à une interdiction de voyager, en dehors de toute procédure régulière. Cette mascarade doit cesser.

Monsieur le Président,

Nous condamnons les représailles exercées par l'**Algérie**, le **Burundi**, le **Cameroun**, la **République démocratique du Congo** (RDC), l'**Égypte** et le **Soudan**.

Enfin, Monsieur le Président, nous saisissons l'occasion de ce débat pour dénoncer les restrictions systématiques auxquelles la société civile est confrontée à l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), notamment pour accéder au Palais. Ce ne sont pas les ONG – et certainement pas celles qui aident les défenseurs des droits humains à interagir avec les organes de l'ONU et à leur fournir des informations – qui constituent une menace pour la sécurité, mais bien les États qui se livrent à des actes d'intimidation et de représailles, notamment par la répression transnationale.

Je vous remercie pour votre attention.



DEFEND DEFENDERS

East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project

UN Human Rights Council – 60th regular session

Item 5: Interactive dialogue on the Secretary-General's report on cooperation with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights ("Reprisals report")

Oral statement

Delivered by: Joseph Bikanda

[Statement delivered in French – Check against delivery]

Mr. President, Madam Assistant Secretary-General,

We welcome the Secretary-General's report, but once again have to publicly express regret over the disappearance of unresolved cases. Removing these cases from the report rewards offenders and sends the wrong message. Methodological constraints should be addressed to avoid a situation in which cases of ongoing reprisals disappear from public reporting.

In this regard, we remain deeply concerned about the safety and well-being of [Kadar Abdi Ibrahim](#) in **Djibouti**. In April 2018, Kadar [participated](#) in Universal Periodic Review (UPR) pre-sessions – one of the only opportunities to draw attention to Djibouti's human rights situation – and paid a heavy price for it. For seven years, he has been without a passport, which means that he is subjected to a *de facto* travel ban outside due process. This travesty must stop.

Mr. President,

We condemn reprisals exercised by **Algeria, Burundi, Cameroon, the Democratic Republic of the Congo (DRC), Egypt, and Sudan**.

Last, Mr. President, we take the opportunity of this debate to denounce the **pattern of restrictions civil society faces** at the UN Office at Geneva (UNOG), including to access the Palais. It is not NGOs – and certainly not those who support human rights defenders in interacting with, and providing information to, UN bodies – that pose a security threat, but rather states that engage in intimidation and reprisals, including through transnational repression.

Thank you for your attention.